Saul NEWMAN, *Political Theology. A Critical Introduction*

Londres, Polity Press, 2018, 216 p.

Pascale Gruson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/57987>
DOI : 10.4000/assr.57987
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020
Pagination : 271-273
ISBN : 978-2-7132-2826-1
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Pascale Gruson, « Saul NEWMAN, *Political Theology. A Critical Introduction* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 192 | octobre-décembre 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/57987> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.57987>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Saul NEWMAN, *Political Theology. A Critical Introduction*

Londres, Polity Press, 2018, 216 p.

Pascale Gruson

RÉFÉRENCE

Saul NEWMAN, *Political Theology. A Critical Introduction*, Londres, Polity Press, 2018, 216 p.

- 1 S'il a semblé, au tournant du XXI^e siècle et pendant quelques années encore, que l'ordre du monde était arrimé à des exigences vraiment libérales dans la suite de la philosophie des Lumières, et qu'il était étayé par les valeurs durables d'une démocratie assumée dans de nombreux points de la planète, force est de constater que, dans notre présent, cet optimisme est balayé par des vents contraires. Les replis identitaires se multiplient. Des courants populistes bruyants veulent précipiter le retour à des identités nationales fortes, à la puissance retrouvée d'États souverains protégés par des frontières étanches. Des retours du religieux se font dans un déploiement de violences insupportables, qu'il s'agisse de l'islamisme radical ou de certains courants évangéliques qui ne cessent de porter leur soutien actif aux conservatismes les plus aveugles, aux violences et aux injustices sociales, ceux qui sont évidemment aussi dans le déni des problèmes climatiques.
- 2 Pour tenter de déjouer ces reculs et les situations chaotiques qu'ils peuvent engendrer, il faut certainement comprendre que tout pouvoir politique, s'il cherche à imposer dans une trop longue durée sa souveraineté, peut être tenté de recourir à des affirmations dogmatiques dont se déduisent des normes, donc un ordre avec ses contraintes et ses aveuglements. Et il faut comprendre que cette tentation, largement exploitée au Moyen Âge par l'Église catholique romaine, reste présente dans les sociétés qui sont les nôtres, même si leurs gouvernements sont dans les faits pleinement séculiers. Les États-nations veulent trop souvent s'y accrocher pour

formuler un projet politique, quoi qu'il en soit d'une assise géopolitique mise à mal par la multiplication des interdépendances économiques à l'échelle mondiale.

- 3 C'est ce paradoxe inquiétant que Saul Newman met en lumière dans un développement riche de références philosophiques et juridiques. Et c'est ce qui le conduit à établir une différence subtile et frappante entre une réflexion politique visant à établir un pouvoir, sans s'inquiéter de dérives dogmatiques insidieuses, et une exigence véritablement profane (et donc impropre à toute sacralisation du pouvoir) capable d'accompagner le développement démocratique de la Cité.
- 4 La démonstration s'ouvre sur une analyse des travaux de Carl Schmitt. Au lendemain de la Première Guerre mondiale et au début de la République de Weimar, le juriste catholique s'inquiétait d'un contexte politique qu'il estimait trop libéral. Il posait alors l'hypothèse que tout gouvernement digne de ce nom ne pouvait fonder son autorité que sur un équivalent laïque de la dogmatique avec laquelle l'Église catholique avait longtemps su imposer sa souveraineté politique. Seul un système juridique normatif était capable, à ses yeux, de susciter l'obéissance d'un peuple rassuré par la perspective eschatologique d'un « monde meilleur ». Ce sont là les mystères insondables de la transcendance appelée au secours du pouvoir pour prévenir toute contestation de sa légitimité. Dans certains contextes, ils inspirent confiance et renforcent les croyances naïves. Schmitt, on le sait, a donné sa caution au régime nazi. Cela le disqualifie, mais son argument doit être pris au sérieux, car il oblige à poser la question du statut (des statuts) de la vérité en politique. Il faut toujours craindre en ce domaine ce qu'implique concrètement la formule attribuée entre autres au Cardinal Ottaviani (après le Concile Vatican II) : « Est mensonge ce qui n'est pas la vérité pour celui qui a le droit de la savoir ».
- 5 Léo Strauss a engagé ce débat avec le juriste. Il lui a fait observer qu'une vérité en politique ne peut être validée sans arguments philosophiques fondés en raison. Or dans cette hypothèse, le pouvoir qui lui est associé et l'autorité qui en résulte sont averties des limites raisonnables de leur efficacité. Ceux qui en ont la charge ont le souci de relais fondés, eux aussi, en raison. Ils ne déniaient pas leur fragilité.
- 6 La quête d'une forme de gouvernement qui serait dépourvue de béquille dogmatique, qui serait avertie des limites de sa compétence et qui pour cette raison même ferait place et confiance à l'espace du débat politique (en tant que celui-ci peut le rendre conscient de ses priorités, comme de ses finitudes), n'a en fait rien d'évident à vues humaines. Cette ambition libérale est en effet depuis longtemps en éveil. Contre les abus, elle a déjà encouragé des postures anarchiques ; elle a déjà pris des formes insurrectionnelles. Et elle a évidemment participé à une dynamique de sécularisation des sociétés, mais les lendemains n'ont pas été à la hauteur des espérances qu'elle portait. Des ruses sont venues à bout des intentions louables ; des relais d'efficacité lui ont manqué. Les pouvoirs politiques ont retrouvé une stabilisation fondée sur des rapports de domination, notamment après des épisodes révolutionnaires. Leur légitimité s'est fondée à nouveau dans les zones obscures de la transcendance. Saul Newman débusque les relents dogmatiques qui masquent l'incomplétude des raisonnements économiques contemporains, ceux qui prêchent l'orthodoxie monétaire et concluent à la souveraineté des marchés financiers, à la nécessaire soumission de la société civile à leurs « humeurs » diverses. À cette prise de pouvoir des acteurs de la finance, l'auteur oppose l'aiguillon de la critique anarchiste. Dans la suite de ses lectures de Giorgio Agamben et surtout de Walter Benjamin, il suggère d'en finir avec la

tentation du sacré pour faire place à la plénitude du profane. Le profane, lui, se découvre dans les expériences de chacun, confronté à des problèmes concrets auxquels des solutions peuvent être concrètement apportées. C'est là que les solidarités véritables se forment concrètement. C'est là que la démocratie peut prendre ses marques. C'est un lieu libre de support dogmatique et eschatologique.

- 7 Pour étayer son propos, il cite longuement les travaux de Jacques Ellul (1912-1994). Le juriste protestant pourrait être à ses yeux l'antithèse de Carl Schmitt. Il n'a jamais cessé de défendre la richesse des solidarités locales, leur authenticité et leur efficacité immédiate, indemnes de bureaucratie impersonnelle. Il a toujours vilipendé l'État qu'il jugeait essentiellement bureaucratique et dirigé par une élite doctrinaire, à ses yeux parfaitement éloignée des réalités concrètement éprouvées.
- 8 Sans conteste la vigilance politique locale importe. Mais dans des sociétés de grande complexité, du fait d'interdépendances multiples et souvent peu lisibles d'emblée, qu'en est-il du « gouvernement de la Cité » ? Ne faut-il pas des institutions capables de proposer aux solidarités locales des relais qui assurent la pérennité de leur vigilance ? Ne faut-il pas donner une certaine visibilité à des exigences de service public qui sont d'ordre institutionnel ? Ne faut-il pas pouvoir affronter des contradictions et prendre la mesure de la dimension éthique des décisions d'action qui s'y rapportent ? Ces thèmes ne sont pas vraiment abordés par Saul Newman. Pourtant ils touchent aux responsabilités d'ordre politique et éthique qui sont celles d'un gouvernement dans la cité, d'un gouvernement responsable devant la cité du pouvoir qu'il y exerce. Ces thèmes sont sans doute propices à l'introduction d'une tentation dogmatique. Mais, a contrario, ce sont ceux qu'une problématique théologique, dès lors qu'elle est élaborée au titre des responsabilités de chacun dans la cité, peut aider à configurer hors de toute béquille dogmatique.
- 9 Newman use des mots église, religion, eschatologie, transcendance, sacré, dogmatique, théologie, de manière trop souvent interchangeable. Certes, ils ont des points de recouvrement. Mais ils ne sont pas nécessairement en phase. Et c'est bien souvent contre les captations abusives de la vérité par la religion et le dogme, contre les abus d'autorité qu'elles rendaient possibles, que des théologiens ont fait surgir la dimension éthique du politique.
- 10 Faudrait-il donc toujours se méfier de la théologie ? Newman reconnaît à certains théologiens contemporains – Jean-Baptiste Metz, Jürgen Moltmann – une acuité critique qui les rend vigilants aux problèmes concrets du monde ordinaire. Jacques Ellul revendiquait des compétences en ce domaine. Mais pourquoi ne pas prendre aussi en compte les grands débats théologiques qui, depuis les origines du christianisme, ont été des défis aux abus de pouvoir dans et hors de l'Église ? On peut s'étonner en particulier de ne trouver dans cette analyse ni le nom de Karl Barth, ni celui de Dietrich Bonhoeffer, bien que ceux-ci se soient engagés, en tant que théologiens, dans un combat résolu contre le nazisme. Pour eux, avoir des vues d'ensemble et ne pas éviter les doutes et les questions qui leur sont associées, exercer sa raison, s'inquiéter des abus de pouvoir et de leur violence, étaient des responsabilités difficiles qu'il fallait exercer dans la cité, pour dénoncer le pouvoir qui la détruisait.